Corrigé du contrôle d’histoire 4ème : La Troisième République

Corrigé du contrôle – 4ème

Questions

1. Document 1 : que représente la zone en rouge ? Dans quel traité et à quelle date cette perte est-elle décidée ? **(2 pts)**
2. Document 1 : cite une ville annexée et la ville de la région qui reste française. **(2 pts)**
3. Document 2 : qui sont les communards, que refusent-ils et que veulent-ils ? **(3 pts)**
4. Document 3 : relève les lois de 1881-1882 qui concernent l'école et explique en quoi elles sont importantes pour la République. **(3 pts)**
5. Document 4 : décris la scène et explique pourquoi on parle de « reconstitution ». **(2 pts)**
6. Présente les institutions mises en place par les lois constitutionnelles de 1875. **(2 pts)**
7. Cite deux événements qui menacent la République après 1877 et explique l'un d'eux. **(2 pts)**
8. Synthèse : en une quinzaine de lignes, montre comment la Troisième République s'est imposée entre 1870 et 1905 et quelles sont ses limites. **(4 pts)**

Corrigé détaillé

Question 1 (2 points). Document 1 : la zone en rouge représente l'Alsace et une partie de la Lorraine (la Moselle), annexées par l'Allemagne en 1871 (1 point). Cette perte est décidée par le traité de Francfort, signé le 10 mai 1871 après la défaite de la France dans la guerre contre la Prusse (1 point).

Question 2 (2 points). Document 1 : Strasbourg ou Metz sont annexées (1 point). Belfort reste française (1 point).

Question 3 (3 points). Document 2 : les communards sont des Parisiens, ouvriers, artisans et républicains avancés (1 point). Ils refusent la défaite et l'Assemblée monarchiste installée à Versailles (1 point). Ils veulent une république proche du peuple, où la ville s'administre elle-même, avec des mesures sociales comme l'interdiction du travail de nuit des boulangers (1 point).

Question 4 (3 points). Document 3 : l'école gratuite (16 juin 1881) et l'école obligatoire et laïque (28 mars 1882) (1 point pour les deux lois, 1 point pour les dates). Ce sont des libertés au sens où elles garantissent à tous les enfants, filles et garçons, l'accès à l'instruction et la neutralité de l'école (1 point).

Question 5 (2 points). Document 4 : on voit une classe d'école vers 1890, avec un instituteur devant un tableau noir, des cartes de France aux murs et des élèves en blouse sur des pupitres de bois (1 point). Il s'agit d'une reconstitution moderne, pas d'une photographie d'époque (1 point).

Question 6 (2 points). Lois de 1875 : le président de la République est élu pour sept ans par

le Parlement ; la Chambre des députés est élue au suffrage universel masculin ; le Sénat est élu au suffrage indirect (1 point pour deux éléments exacts, 1 point pour la date et la mention du Parlement à deux chambres).

Question 7 (2 points). Deux événements qui menacent la République : la crise du 16 mai 1877 (Mac Mahon dissout la Chambre mais les républicains gagnent) et l'affaire Dreyfus (1894-1906), qui divise la France en deux camps ; le boulangisme (1889) est aussi accepté (1 point pour deux événements, 1 point pour l'explication).

Question 8 – Synthèse (4 points). Barème : 2 points pour les connaissances (dates et personnages exacts), 1 point pour l'organisation (introduction, développement, conclusion), 1 point pour l'expression.

Rédaction modèle. La Troisième République naît le 4 septembre 1870 dans la défaite de Sedan. En 1871, une Assemblée monarchiste signe le traité de Francfort, qui fait perdre l'Alsace-Moselle, tandis que Paris, insurgé, vit la Commune, écrasée pendant la Semaine sanglante. Les lois constitutionnelles de 1875 organisent un régime parlementaire, et la crise du 16 mai 1877 confirme que la Chambre élue l'emporte sur le président. Les républicains au pouvoir font voter les lois sur la presse, les réunions, les syndicats et surtout l'école gratuite, obligatoire et laïque de Jules Ferry. Ils créent des symboles : la Marseillaise, le 14 juillet, Marianne. Le boulangisme et l'affaire Dreyfus mettent la République à l'épreuve, mais elle en sort renforcée, et la loi de 1905 sépare les Églises et l'État. Les limites demeurent : les femmes n'ont pas le droit de vote, les colonies sont soumises à un régime d'exception et les ouvriers restent pauvres.